Autrement dit, il parlait en particulier des négociations à cet égard qui, je le signale de nouveau, ne sont pas encore terminées.

Voici maintenant ce que le chef de l'opposition a dit ce même jour, comme en fait foi la page 4351 du hansard:

Monsieur l'Orateur, la Chambre a écouté avec un vif intérêt l'importante déclaration du ministre sur la mise en valeur et la vente de l'un de nos produits les plus importants et elle a appris avec satisfaction, je pense, que la politique de l'ancien gouvernement consistant à conclure des marchés bilatéraux avec d'autres gouvernements à l'égard de la vente de ce produit se poursuit.

J'aimerais signaler un autre détail à propos du secret qui entoure ces négociations. Je signale qu'on publie régulièrement un rapport sur l'industrie de l'uranium au Canada. J'ai, ici, le rapport de M. J. W. Griffith, daté de novembre 1959. On m'a signalé qu'il s'agit d'une publication de l'État, émanant du ministère des Mines et des Relevés techniques, et dont la diffusion est considérable. La liste de distribution de cette publication comprend, en effet, des sociétés minières, des organismes miniers, métallurgiques et de recherches, les éditeurs de revues techniques, le ministère des Mines et autres ministères de l'État. La publication est tirée à des centaines d'exemplaires. Évidemment, elle s'adresse également au public. A la page 87 de ce document, je trouve le passage suivant:

Des mesures sont en voies d'être prises pour fournir de l'uranium au Royaume-Uni du 1^{er} avril 1963 au 31 décembre 1966. A cette fin, les approvisionnements proviendront de quantités faisant l'objet d'une option dans les contrats actuels d'achat.

En outre, pourquoi le gouvernement précédent a-t-il révélé le détail des arrangements conclus? Je signale que, dès que nous avons pris le pouvoir le 26 juin 1957, M. Bennett a écrit au ministre du Commerce du temps à propos des achats d'uranium. Il a exposé les faits d'une façon générale, et voici ce qu'on relève à la page 15:

Il a toujours existé et il existe toujours une étroite collaboration entre le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement des États-Unis en ce qui a trait au classement des renseignements relatifs à tous les stades du programme d'énergie atomique. Un comité tripartite est chargé de recommander la divulgation des renseignements.

Jusqu'au 13 décembre 1956, tous les renseignements relatifs aux réserves de minéral d'uranium et à sa production étaient confidentiels. A partir de cette date, ces renseignements ont été divulgués. Cependant,...

J'insiste sur ceci. Voici ce que déclare M. Bennett, directeur de l'*Eldorado* et de l'*Atomic Energy of Canada Limited*:

Cependant, l'Administration de l'énergie atomique du Royaume-Uni et la Commission d'énergie atomique des États-Unis ont demandé toutes deux qu'aucun renseignement ne soit révélé concernant les quantités précises d'uranium qui seront livrées à ces organismes dans une période donnée.

Telle était la méthode arrêtée et ordonnée par le président de l'*Atomic Energy of Canada Limited* et de l'*Eldorado*. Elle était censée représenter la politique qui avait toujours été suivie. Le seul changement s'est produit lorsqu'un véritable contrat est intervenu.

Des discussions se poursuivaient avec le gouvernement du Royaume-Uni depuis 1958. En 1959, le Royaume-Uni avait encore réduit les quantités d'uranium dont il prévoyait avoir besoin et il se trouvait devant une perspective d'excédent plus important qu'il ne l'avait prévu l'année précédente. Les discussions se sont donc poursuivies de façon intermittente sans aboutir à un accord.

Je tiens à souligner les mots qui suivent: nous pouvons toujours avoir les lettres d'intention et l'acceptation, mais toujours dans le passé nous nous en sommes tenus à la méthode selon laquelle la transaction se termine sur un accord donnant par écrit tous les détails. Jusqu'ici, nous n'avons pas pu obtenir la signature d'un tel accord.

Dans l'intervalle, la demande d'uranium canadien venant d'ailleurs a aussi diminué, et l'Administration de l'énergie atomique aux États-Unis a décidé de ne pas exercer l'option, qui lui permettait d'acheter des quantités supplémentaires d'uranium, aux termes de ses contrats canadiens. Le gouvernement a décidé, par conséquent, de prolonger dans le temps la production d'uranium par un remaniement des commandes que détenait déjà l'*Eldorado*. Cette mesure a eu pour effet de permettre à certaines mines, dont les frais de production étaient moindres, de maintenir plus longtemps leur production.

L'Administration de l'énergie atomique du Royaume-Uni ainsi que la Commission de l'énergie atomique des États-Unis, à titre d'acheteurs, ont apporté leur concours à ce remaniement du programme de production.

J'ai déjà dit que le 1^{er} février 1958, le ministre du Commerce, dans une revue d'ensemble des programmes canadiens concernant l'uranium et l'énergie nucléaire, avait annoncé que le Canada s'était engagé à fournir la quantité d'uranium que l'Administration de l'énergie atomique au Royaume-Uni avait demandée pour la période de 1963 à 1966 et que les négociations à cette fin étaient en cours. Ces négociations se poursuivent depuis, sans qu'une entente soit encore intervenue.

Certains détails sur les premiers engagements ont été communiqués, au début de ce mois-ci, au comité spécial de la recherche, comme il était convenable et même nécessaire de le faire pour que le comité puisse étudier, comme il le faut, le programme d'ensemble de l'*Eldorado*. Pour une raison quelconque, il n'en a pas été tenu compte pour environ dix jours ou deux semaines.